

Au début de l'année 1865, le commandement français avait largement accompli la tâche que l'empereur du Mexique avait confiée, depuis son débarquement (29 mai 1864), à son zèle et à son activité. Le pays s'était apaisé et rentrait dans le calme. L'armée nationale avait été réorganisée sur les bases des projets que chacun de nos chefs d'armes, suivant sa spécialité, avait étudiés et proposés. Le territoire avait été partagé en neuf divisions militaires avec états-majors constitués et fonctionnant régulièrement. Tous les documents à l'appui avaient été remis entre les mains impériales. De plus, un registre du personnel administratif et politique, consciencieusement établi par nos commandants de colonnes, permettait un contrôle efficace des individus appelés à jouer un rôle dans les différentes branches des services. Le 26 janvier, l'empereur signait la loi organique de l'armée, et deux mois après, une fois l'impulsion imprimée par les officiers français, il donnait décharge de sa mission à notre quartier général par une lettre conçue dans les termes les plus sympathiques.

Mexico, le 26 mars 1865.

Mon cher maréchal,

J'ai confié, le 7 juillet de l'année dernière, à votre haute et savante direction la mission d'élaborer un projet d'organisation de l'armée mexicaine. Les travaux que Votre Excellence m'a successivement adressés m'ont fourni des documents très utiles pour la loi organique de l'armée, que j'ai signée le 26 janvier de cette année.

Je remercie Votre Excellence du concours dévoué qu'elle m'a prêté dans cette circonstance et des nouveaux services qu'elle a rendus à mon pays en coopérant à cette œuvre.

La commission et les sous-commissions dont vous étiez président seront dissoutes, et le ministère de la guerre récemment réorganisé pourra, au moyen des règlements mis en vigueur, traiter les dernières questions qui n'auraient pas encore reçu de solution.

Votre affectionné,

MAXIMILIEN.

Désormais le ministre de la guerre devait traiter personnellement les questions qui restaient à résoudre. Maximilien, qui avait cru son conseil capable de diriger les affaires que, dans le seul désir de diminuer l'autorité française, les ministres s'étaient efforcés de concentrer dans leurs mains, ne tarda pas à constater que le désordre se glissait de nouveau dans tous les rouages du service de la guerre. Les opérations graves en étaient compromises. Des contingents désignés pour marcher sur Oajaca n'avaient pas bougé de leurs quartiers de Mexico.

Il faut rappeler ici que le maréchal Bazaine, grâce à un siège énergiquement conduit, venait d'enfermer dans la ville d'Oajaca et d'y faire capituler le général juariste Porfirio

Diaz, ainsi que son armée. Ce chef libéral, qui avait soutenu vaillamment sa cause, les armes à la main, avait droit à être traité en prisonnier de guerre et avec tous les égards dus aux vaincus. Le maréchal Forey affirmant au Sénat français qu'il méritait d'être fusillé, commettait une erreur ; car Porfirio Diaz, chef régulier d'un État dont il avait pour devoir de défendre la capitale, puisque son territoire n'avait jamais encore été foulé par l'armée française ou impérialiste, méritait uniquement d'être sévèrement interné ou plutôt banni à titre provisoire aux Antilles. C'est par des mesures de violence, qui ne distinguent même pas le véritable caractère d'un ennemi, qu'on provoque de terribles représailles !

Porfirio, conduit prisonnier à Puebla par l'armée française, avait été enfermé dans le fort de Guadalupe, d'où toute évasion était impossible. Par ordre de l'empereur, il fut remis à la garde des Autrichiens, qui, après l'avoir fait redescendre dans la ville, le laissèrent s'échapper. Porfirio, fidèle à Juarez, reprit la campagne et renversa plus tard le trône impérial. Mais il faut dire qu'après les combats de Miahuatlan et de la Carbonera, il traita convenablement les prisonniers français, et facilita aussi l'échange des Autrichiens restés entre ses mains après la chute d'Oajaca retombée en son pouvoir. Tout porte à croire que l'empereur lui-même, mû par un sentiment généreux, mais imprudent, avait prescrit de faciliter son évasion.

On s'aperçut bientôt que le ministre de la guerre faisait des déplacements de troupes, donnait des ordres directs à ses généraux, sans consulter ni aviser notre quartier général, et supprimait tacitement des postes-volants placés, pour la sécurité des communications, sur la route de Mexico à Vera-

Cruz, donnant ainsi libre carrière au brigandage, qui fit de nouvelles victimes.

Après un mois de direction mexicaine, l'empereur, désabusé, prit le parti de confier à de meilleures mains la surveillance de son armée. Un général français \* fut mis à sa disposition ; l'influence de M. Eloïn l'emporta. Le 5 mai 1865, l'empereur se décida à investir de ce commandement le général autrichien, comte de Thün. Ce fut pendant son séjour à l'hacienda de Jalapilla. Là, il arrêta lui-même le plan d'une nouvelle organisation militaire, appelant à Puebla, pour la formation d'une brigade, une partie des troupes stationnées à Toluca, Ario, Jalapa, Morelia et Mexico.

Hacienda de Jalapilla, 5 mai 1865.

Mon cher maréchal,

Partageant l'opinion de Votre Excellence qu'il faut poursuivre activement l'organisation de l'armée, et n'ayant pas trouvé un général français ou mexicain qui eût voulu ou qui aurait pu s'en charger, je me suis décidé à la confier au général comte de Thun.

La première disposition à prendre est la réunion des forces nécessaires pour former une brigade. J'invite Votre Excellence à donner ses ordres pour que les corps ci-nommés se rendent à Puebla, endroit que je désigne pour l'organisation.

Le bataillon de l'Empereur, stationné à Toluca.

Le 3<sup>e</sup> bataillon de ligne, stationné à Ario.

La compagnie du génie, stationnée à Ario.

Les fractions des bataillons stationnés à Jalapa et à Morelia.

\* Ce général, rappelé en France, attendit vainement la décision de Maximilien, et fut forcé de partir après un mois de retard inutile.

Le régiment de cavalerie de l'Impératrice, en réunissant tous les détachements qui se trouvent dans différents endroits.

J'ai choisi ces troupes comme les moins nécessaires pour le moment dans les endroits qu'elles occupent.

A la suite des impressions de mon voyage et m'occupant sérieusement des affaires militaires, je reviens à la nécessité d'une prompte et bonne organisation de la gendarmerie.

Il nous faut avant tout un bon chef connaissant à fond l'admirable organisation de votre gendarmerie, et un petit cadre d'officiers et de sous-officiers, qui puissent seconder leur chef dans cette organisation si difficile et toute nouvelle pour ce pays.

Je crois qu'il faudra commencer par former une force peu nombreuse, qui occupera la capitale et ses environs et qui formera le premier noyau d'une organisation progressive.

MAXIMILIEN.

Cette lettre du 5 mai, par laquelle Maximilien donnait l'ordre de dégarnir de troupes la ville de Morelia et ses environs, prouve que le souverain agissait spontanément et que le maréchal, comme chef de son armée, n'était pas indépendant. De plus, elle combat victorieusement un exposé militaire, émané de Maximilien à la même époque et reproduit dans une récente publication intitulée : « *La Cour de Rome et l'Empereur Maximilien*, » que Sa Sainteté vient d'ailleurs de condamner comme peu digne de foi.

« La ville de Morelia est entourée d'ennemis, disent ces notes impériales ; . . . . . le point le plus brûlant est d'assurer les grandes villes . . . . . On a ruiné le trésor public ; le pauvre pays doit payer les troupes françaises. »

On a peine à s'expliquer cet aperçu du pays. L'armée française, comme toute notre marine, peut attester que pré-

cisément à cette époque, elle occupait toutes les villes d'État et les principaux ports du Mexique. Nous ne savons pas qu'elle ait cédé jamais la place aux libéraux vainqueurs. Seule, la capitale de l'État de Guanajuato, ainsi nommée, avait été confiée aux armes mexicaines, parce qu'elle était couverte sur ses quatre faces par un cordon de places fortifiées et défendues par nous, qui servait de barrière aux incursions de l'ennemi. D'autre part, Oajaca venait de succomber sous la belle attaque de siège dirigée par le maréchal Bazaine en personne.

Quant au trésor ruiné par la solde de nos troupes, l'infortuné souverain ne pouvait se plaindre des sommes que la France coûtait au Mexique, puisqu'en ceignant la couronne si imprudemment acceptée, il avait signé librement l'article 10 du traité de Miramar, stipulant que la dépense de chaque soldat français par an s'élèverait à 1,000 francs, à la charge du Mexique. Quant aux frais imposés à la couronne et nécessités par les transports marchant à la suite de nos colonnes, les chiffres officiels accusent neuf millions de francs comme somme totale.

Mais disons la vérité. Ces notes impériales, destinées à quelques feuilles publiques d'Europe, étaient secrètement rédigées au secrétariat impérial de manière à ce que, donnant un aperçu plus sombre de la situation, elles exerçassent une pression indirecte sur l'opinion publique et sur le cabinet français, trop porté à diminuer brusquement son effectif militaire, comme les événements l'ont prouvé plus tard.

Il faut observer que ces modifications militaires, prescrites par l'empereur Maximilien et répétées coup sur coup dans la distribution des forces, étaient peu faites pour donner

de la solidité aux troupes, étonnées d'obéir à des chefs toujours nouveaux. De plus, le mélange des contingents auxiliaires austro-belges avec les troupes nationales qui les voyaient avec méfiance, parce qu'elles rappelaient trop l'origine étrangère du souverain, était une faute ; car Puebla ressemblait à un vrai camp autrichien. A côté du ministre de la guerre, Maximilien eut encore le tort de créer un cabinet militaire, institution qu'il avait importée de son pays, comprenant exclusivement les troupes austro-belges et s'administrant directement. Ces innovations ne tendaient à rien moins qu'à affaiblir l'unité du commandement et à enlever au maréchal, le seul commandant en chef en vertu de l'art. 6 du traité de Miramar (article que l'empereur eut besoin d'évoquer plus tard), une partie de l'autorité si nécessaire à la rapidité de l'exécution dans un pays aussi vaste, aussi divisé et aussi agité que le Mexique. A la même date, Maximilien conçut l'heureuse idée de constituer un corps de gendarmerie sur le modèle de la gendarmerie française, destiné à occuper la capitale et ses environs, et à s'étendre progressivement aux autres divisions militaires. Pour sa formation, il fit appel aux officiers et aux sous-officiers du corps expéditionnaire, qui ne tardèrent pas à y répondre. Un lieutenant-colonel français en reçut le commandement ; mais, par suite de nouvelles intrigues, cet officier ne tarda pas à le céder au colonel hollandais Tindal, appelé à ce poste par la volonté expresse du souverain.

Le général de Thün, investi d'une haute confiance, chercha bientôt à s'affranchir de la direction française. Ces tendances étaient d'ailleurs inévitables, si on veut faire la part des susceptibilités nationales mises en jeu. Il faut reconnaître,

d'un autre côté, que ce poste offrait de grandes difficultés ; car le général autrichien ne trouva aucun concours chez ses subordonnés dans la hiérarchie ministérielle, et les officiers mexicains entravèrent sa bonne volonté par leur force d'inertie.

Si Maximilien a commis des fautes résultant surtout de son indécision, de sa mobilité d'esprit comme de son ignorance du caractère mexicain, l'histoire impartiale dira que son imprudente ambition avait accepté une tâche bien lourde, aussi grave au dedans qu'au dehors de l'empire, et on a le droit de se demander si tout autre à sa place se fût montré plus habile ou plus heureux.

Deux graves questions extérieures dont le nouveau règne avait forcément hérité pesaient de tout leur poids sur la situation intérieure du Mexique. D'abord le règlement des biens de mainmorte restait toujours en suspens. La cour de Rome n'avait pas encore consenti à se prononcer, et elle y paraissait d'autant moins disposée que l'empereur avait répudié le parti clérical, auquel il devait sa couronne. Ce revirement politique avait médiocrement encouragé le pape à faire des concessions. Car l'espoir du Saint-Siège avait été, en aidant un archiduc autrichien à monter sur l'ancien trône espagnol, de faire rentrer ces pays lointains dans le giron de l'Église. D'un autre côté, les détenteurs des domaines du clergé se déclaraient impatients d'une solution favorable à leurs intérêts, dont la fraude, pour beaucoup, avait créé l'origine de propriété. Aussi employaient-ils tous les moyens pour presser les pas de l'empereur dans la voie qui devait le conduire à une rupture avec le Saint-Père. Les organes de la presse libérale, surtout à Puebla, soulevaient avec une

violence intempestive une question qui exigeait d'autant plus de ménagements que le nonce du pape était attendu pour les négociations.

Restait la question américaine, qui n'était pas la moins pleine de périls. Les derniers événements survenus aux États-Unis et les mouvements menaçants du général juariste Negrete sur la frontière du nord de l'empire constituaient un danger prochain pour la sécurité de la couronne. On savait que les partisans de Juarez se remuaient et n'attendaient que la cessation des hostilités entre le nord et le sud de l'Amérique pour créer des difficultés à Maximilien. Grâce aux menées de Romero, le représentant accrédité du président de la République mexicaine, des enrôlements publics avaient été ouverts dans les principales villes de l'Union, et la presse faisait appel aux aventuriers, en les excitant à franchir la frontière.

C'est alors que Maximilien, dans l'espoir de désarmer les flibustiers et de faire cesser les enrôlements volontaires américains, conçut le projet, sans consulter le commandement français, de se concilier l'appui, ou du moins la neutralité du cabinet de Washington par une secrète démarche. A cet effet, il dépêcha M. Arroyo, avec mission d'essayer des ouvertures dans ce sens. On se rappelle quel accueil fut réservé au mystérieux ambassadeur, qui fut éconduit par le cabinet républicain. En vérité, c'est le lieu de s'étonner que Maximilien, subissant une fâcheuse influence, ait pu céder à une pareille tentation. Le *statu quo*, avec son flibustérisme déguisé, n'était-il pas cent fois préférable à un échec d'influence qui ne pouvait manquer de devenir public et d'ébranler ceux-là même qui doutaient encore des vrais sentiments

des États-Unis? L'empereur du Mexique avait bien vite oublié cet important document diplomatique, qui n'avait pu échapper à son examen, et dont la forme, aussi bien que le fond, avait été si désobligeante pour le cabinet français :

*M. Seward à M. Dayton, ministre des États-Unis à Paris.*

Washington, le 7 avril 1864.

Monsieur, je vous envoie copie d'une résolution *passée à l'unanimité* par la Chambre des représentants, le 4 de ce mois. Elle affirme l'opposition de ce *corps à la reconnaissance d'une monarchie au Mexique.*

... Il est à peine nécessaire, après ce que je vous ai déjà écrit avec une entière franchise pour les informations de la France, de dire que cette résolution traduit sincèrement le *sentiment unanime du peuple* des États-Unis relativement au Mexique.

W. H. SEWARD.

Ainsi parlaient les fédéraux, à l'heure même où Richmond acclamait les victoires du général Lee et où les confédérés semblaient menaçants pour le président Lincoln. La question de principe était nettement posée. Il était temps encore de ne pas dire un éternel adieu aux jardins de Miramar et aux vagues aimées de l'Adriatique! Quelques semaines après, au moment où la famille impériale naviguait dans les eaux de la Havane, le cap sur la Vera-Cruz, ne croisait-elle pas en mer le vaisseau qui emportait le représentant américain rappelé de Mexico par son gouvernement?

*M. Seward à M. Dayton.*

(Département d'État). Washington, le 21 mai 1864.

Nous vous apprenons que M. Corwin, notre ministre pléni-

potentiaire au Mexique, est à la Havane, en route pour les États-Unis, où il revient en *congé d'absence*.

W. H. SEWARD.

Malgré l'intervention française, M. Corwin était demeuré à Mexico ; il ne s'éloignait qu'à l'arrivée des nouveaux souverains. Quelle espérance de réconciliation pouvait inspirer une pareille attitude, surtout après le désastre consommé des Sudistes ? La plus simple prudence, la dignité surtout, interdisait toute démarche de M. Arroyo à la Maison-Blanche.

L'armée française avait déjà pris toutes ses dispositions pour repousser les attaques des flibustiers. Le colonel Jean-ningros fortifiait bientôt la place de Monterey, et, par des ouvrages installés autour de Cadeyreta, couvrait le territoire avec des forces respectables au cas où une irruption américaine eût été tentée. Plus haut, le général Brincourt surveillait la partie supérieure du fleuve-frontière, prêt à toute éventualité. Par malheur, le général Cortina, qui commandait une partie des troupes échelonnées sur la partie basse du Rio Bravo, et qui était déjà fameux par ses trahisons, se prononça subitement contre l'empire, essayant ainsi de livrer le port important de Matamoros aux mains de Negrete, avec qui il s'était mis d'accord moyennant une forte somme d'argent. Quel aveuglement, malgré les avertissements répétés, avait donc poussé Maximilien, six mois auparavant, à faire grâce à Cortina, général de rencontre, pillard aussi lâche qu'effréné, bloqué dans Matamoros sans espoir de retraite et forcé de se rendre à merci après mille exactions ! Plus encore, pourquoi l'avoir élevé le même jour au grade de général régulier, chargé d'un commandement actif sur la frontière et dans la

ville qu'il venait de dépouiller sans pudeur ? Maximilien avait cru faire acte de bonne politique et désarmer ainsi par sa clémence les autres dissidents ! Negrete se jeta aussitôt sur Matamoros ; mais ses contingents furent contraints de se débander devant le débarquement à Bagdad de notre marine, venue au secours de Mejia qui tenait dans la place.

Le signal de la révolte était donné. Le gouvernement impérial avait prescrit de remettre à une de ses brigades le département du Tamaulipas péniblement conquis par la contre-guérilla française. Deux mois après, cette province était entièrement reperdue, et la capitale du Nuevo Leon, Monterey, que les autorités mexicaines, en dépit de toutes les recommandations de notre quartier général, n'avaient pas mise en état de défense, succombait aussi sous les attaques du parti rebelle. Dans le courant de mai, le maréchal dut ordonner de reprendre l'offensive sur tous les points envahis et de s'en emparer de nouveau.

Tous ces déchirements intérieurs pouvaient encore s'apaiser si la cour de Mexico avait osé à temps couper le mal dans sa racine, c'est-à-dire se mettre à l'abri des flibustiers en s'en faisant des sujets et des défenseurs ; elle eût ainsi déjoué les manœuvres de M. Seward. Une chance favorable à une pareille tentative venait de se présenter. A la fin de mai 1865, le général confédéré Slaughter, qui commandait à Brownsville, sur la rive du Rio Bravo opposée à celle de Matamoros, à la nouvelle des désastres des Sudistes, hésita s'il déposerait les armes ou s'il franchirait la frontière mexicaine avec ses 25,000 partisans, qui paraissaient disposés à demander asile à l'empereur, à la condition d'obtenir des concessions de terrains dans les départements nord-ouest. Cette invasion